AUX COTES DES LYCEES : DES MOYENS ! PAS DE LA REPRESSION !!!

Depuis bientôt trois semaines, les lycéens tiennent la rue. Comme en 1986 contre le projet Devaquet et en 2006 contre le CPE, la jeunesse met le pouvoir face à ses responsabilités. Cette mobilisation est politique, quoi qu'en disent ceux qui la décrivent comme « décérébrée par les réseaux sociaux ». Les lycéens ne demandent pas un énième dispositif : ils dénoncent des décennies de politiques qui consistent à gérer l'instant et mépriser l'avenir.

Ce que disent les lycéens, ce que vivent les personnels :

Un meilleur dossier ne crée aucune place à l'université. La motivation ne remplace aucun professeur. En réclamant des moyens, les lycéens font voler en éclats le discours qui renvoie chacun à sa responsabilité individuelle, alors que la sélection, l'état du bâti, les enseignants non remplacés et les emplois du temps intenables sont des problèmes collectifs. Leurs revendications recoupent très largement celles des personnels, car nos conditions de travail sont leurs conditions d'études.

Chaque année, Parcoursup laisse des dizaines de milliers de bacheliers sans affectation. Le gouvernement barre l'accès au supérieur et multiplie dans le même temps les dispositifs de militarisation de l'école. Il prépare un budget qui privilégie la défense au détriment des services publics.

Une réponse gouvernementale hors-sol :

- La lettre du Premier ministre montre une profonde méconnaissance du système éducatif. Elle fait peser la résolution de la crise quasi exclusivement sur les personnels en place, sans jamais évoquer le budget nécessaire.
- Les trois jours de débat annoncés dans les lycées sont improvisés et irréalisables. Les personnels de direction, la CFDT, la FSU et la CFTC les dénoncent unanimement, et les lycéens n'ont pas besoin d'un nouveau questionnaire.
- La consultation en ligne Agora ne sera qu'un « grand oral » de plus si aucune suite concrète ne lui est donnée.
- Les lycées publics ont été fermés, mais pas les lycées privés, déjà mieux dotés. Cette inégalité est inacceptable.
- La répression reste la seule réponse. Les syndicats dénoncent des violences policières « jamais vues dans une mobilisation lycéenne », et l'exécutif a délégué la gestion de ce mouvement au ministère de l'Intérieur.

L'histoire syndicale rappelle que le droit de manifester se conquiert et se protège. Des jeunes qui défilent pour leur avenir n'ont pas à rentrer chez eux blessés ou terrorisés. Un pouvoir qui cherche sa légitimité auprès des investisseurs et de Bruxelles en brisant les mobilisations s'affaiblit au lieu de se renforcer.

Nos revendications :

1. L'arrêt immédiat de la répression contre les lycéens et le respect du droit de manifester, pilier inaliénable de notre démocratie.

2. Un plan budgétaire d'urgence pour l'éducation : recrutement de personnels, remplacement systématique des absents, rénovation du bâti.
3. Une réponse sur l'accès aux études supérieures : fin de la sélection subie et places en nombre suffisant pour tous les bacheliers.
4. L'égalité entre établissements et des moyens à la hauteur pour l'enseignement public.
5. L'abandon des dispositifs de militarisation de l'école.
6. Le retrait de la consigne des trois jours de débat improvisés, et l'ouverture de véritables négociations avec les organisations lycéennes et syndicales.
7. Le respect de la parole des jeunes : elle ne doit être ni disqualifiée ni caricaturée, mais entendue.

Le SAIPER-UDAS salue le courage et la maturité des lycéens et appelle les personnels à se tenir à leurs côtés, dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen. Nous nous inscrivons dans l'appel de l'intersyndicale à poursuivre et amplifier la dynamique.

Des moyens, pas de la matraque !!! Un avenir, pas une consultation !!!

Le SAIPER-UDAS